

ENVOYONS VALLS'ER

LE GOUVERNEMENT PS-MEDEF

Le discours de politique générale de Valls devant l'Assemblée nationale et une droite hystérique aura été sans surprise : un discours de combat contre les travailleurs et les classes populaires. Dans la continuité d'Ayrault, la baisse du coût du travail reste la seule boussole du gouvernement. Valls a joué la compassion, « trop de souffrances et pas assez d'espérance », mais il ne s'adressait ni aux travailleurs ni aux classes populaires mais bien à sa majorité, à la droite et au patronat.

" Plus vite et plus fort " ...

Comme prévu, le pacte de responsabilité, ce sera 30 milliards pour les patrons avec en prime, une diminution de l'impôt sur les sociétés ramené à 28% d'ici 2020, et quelque 50 milliards d'économies, voire plus, au détriment des services publics, de la protection sociale et des collectivités locales. Pour les salariés, le pacte dit de solidarité est une escroquerie digne de Sarkozy. Le Smic serait augmenté à partir du 1er janvier 2015 de 500 euros par an, miracle, sans que cela coûte un centime au patronat. Le tour de passe-passe est simple : on supprime les cotisations sociales salariées ce qui augmente le salaire net. Mais ces cotisations sociales, c'est du salaire, du salaire socialisé mais du salaire et, au final, un manque à gagner, qui ne pourra être compensé que par des attaques contre la protection sociale.

Tout le discours de Valls est à l'image de ce tour de passe-passe: faire semblant de s'intéresser au sort de la popula-

tion, de lutter contre le chômage pour mieux justifier une politique favorable exclusivement au patronat pour faire baisser le coût du travail, les salaires.

Des députés aux ordres

Valls a multiplié des promesses creuses en direction des écologistes, des syndicats d'enseignants, sur le logement et annoncé de nouveaux reniements sur la réforme pénale, la famille, la fin de vie... Il a affirmé son soutien total à la politique coloniale au Mali, en Centrafrique ainsi que le refus de reconnaître la responsabilité de la France dans le génocide au Rwanda.

L'essentiel, pour lui, était de s'imposer à sa majorité en l'obligeant à approuver le pacte de responsabilité en votant la confiance sans débat. Le coup est réussi, il a obtenu une large majorité. Mais il est peu probable que cela suffise à lui garantir l'avenir. Les députés d'EELV ou ladite gauche du PS craignent de se laisser emporter par la déroute d'Hollande et du PS. Mais ils viennent de démontrer, s'il en était besoin, que la seule chose qui les préoccupe, c'est leur carrière de politiciens.

Après le 12 avril, préparer l'affrontement

Le monde du travail n'a rien à attendre des petites manœuvres parlementaires qui agitent la gauche libérale. Seules ses mobilisations, ses luttes peuvent obliger le gouvernement et le patronat à reculer. Les manifestations du 12 avril pour, ensemble, dire non aux politiques d'austérité devraient être un premier pas.

Aller de l'avant implique de lever les hésitations et ambiguïtés tant politiques que syndicales.

Comment imaginer que ce gouvernement puisse changer de cap ? Comment imaginer construire une majorité capable de rompre avec les politiques d'austérité avec la gauche du PS ou EELV qui ont voté la confiance au gouvernement ? Comment aussi attendre encore quoique ce soit du dialogue social auquel Valls, à son tour, invite les organisations syndicales ?

Nous pensons qu'il est nécessaire que les différentes forces qui se disent en opposition à la politique du gouvernement se rassemblent, en tournant le dos aux jeux politiques, pour défendre les intérêts des travailleurs, en finir avec les politiques d'austérité, le chômage, imposer une réelle politique anticapitaliste. Alors qu'approchent les élections européennes, l'ensemble du mouvement ouvrier devrait se rassembler contre l'Europe de l'austérité et du chômage, contre l'Europe capitaliste du PS et de l'UMP, contre tous les souverainistes et les nationalistes, contre l'extrême droite autour de perspectives internationalistes pour une Europe des travailleurs et des peuples.

La situation est grave, l'extrême-droite mise sur la passivité du mouvement ouvrier. Là encore, l'issue est entre nos mains.

Ce qui est à l'ordre du jour, c'est la préparation de l'affrontement avec le gouvernement en construisant une véritable opposition de gauche, une opposition ouvrière et populaire



contact@npa66.org / 06.81.58.00.00

NPA 66 - 16, rue des Commères - 66000 Perpignan

www.npa66.org

Le NPA au PCF, PG, Ensemble et LO

Ci-dessous la lettre envoyée au Parti communiste, au Parti de Gauche, à Lutte Ouvrière et à Ensemble par le Conseil Politique National du NPA en vue des élections européennes.

CherEs camarades,

La situation politique au lendemain des élections municipales est marquée par une profonde dégradation du rapport de force au détriment de monde du travail et des classes populaires.

Le désaveu du gouvernement PS-Medef, le rejet des politiques d'austérité comme du pacte de responsabilité, l'inquiétude, voire le désespoir engendrés par la continuelle aggravation du chômage et de la précarité nourrit, en l'absence d'une riposte des travailleurs, un terrain favorable à la montée des idées réactionnaires, de la droite et du FN.

Le remaniement ministériel opéré par Hollande ne change rien quant au fond. Ce nouveau gouvernement «de combat» dirigé par l'ex ministre de l'intérieur n'a d'autre objectif que de «garder le cap», de poursuivre la même politique entièrement dévouée aux intérêts du patronat, des banques et des classes privilégiées. Elle est un geste de plus à l'égard du patronat et de l'opinion réactionnaire.

La journée de manifestation du 12 avril représente une étape pour œuvrer à la construction de mobilisations d'ampleurs, d'un affrontement avec le gouvernement et le patronat pour inverser le cours des choses.

C'est dans ce contexte qu'interviennent les élections européennes. Lors de cette échéance, le NPA souhaiterait la constitution de listes unitaires avec toutes les forces politiques qui entendent se situer en opposition au gouvernement, à la droite et à l'extrême droite et rejettent toute forme de nationalisme ou de souverainisme.

Nous pensons qu'elles doivent être l'occasion d'avancer dans le même sens pour porter les exigences du monde du travail, se faire l'écho de ses luttes, résistances et aspirations pour faire entendre une politique clairement indépendante des partis de la majorité gouvernementale qu'ils participent ou non au gouvernement Valls. Elles peuvent être l'occasion d'avancer dans le sens de la construction d'une opposition de gauche, ouvrière et populaire au gouvernement Valls-Hollande; de faire entendre des voix en rupture avec les partis institutionnels, le PS et l'UMP, qui ont mis en place l'Europe du chômage et de l'austérité, l'Europe de la troïka, du TSCG initié par Sarkozy et mis en place par Hollande, des voix en rupture avec le monde des politiciens rejetés par l'abstention très souvent majoritaire dans les quartiers et les cités populaires, en rupture avec cette Europe qui menace les droits des femmes, flattent les préjugés racistes contre les Roms et les immigrés.

Nous voulons rassembler celles et ceux qui refusent leur Europe forteresse qui dresse des barbelés contre ceux qui fuient la misère et les guerres dont

les grandes puissances occidentales, la France en particulier, portent une lourde responsabilité. Pour défendre la régularisation de tous les sans-papiers et le retrait des troupes françaises d'Afrique.

Nous voulons rassembler celles et ceux qui combattent les forces d'extrême-droite qui prétendent que le repli national, le nationalisme, la xénophobie puissent être une solution à la crise de l'Union européenne des capitalistes.

Nous voulons rassembler celles et ceux qui s'opposent aux diktats de l'Union Européenne. Pour contrer la finance et les multinationales dont les Etats et les gouvernements défendent les privilèges.

La crise de l'Union Européenne est liée à la crise du capitalisme. Elle ne se résoudra pas dans le cadre du repli national.

Ce qui est à l'ordre du jour, c'est la convergence des luttes des peuples révoltés contre les politiques d'austérité. Pour aboutir à un processus constituant permettant aux peuples de décider des modalités de leur coopération.

Cela suppose d'annuler la dette, cette rente scandaleuse que les Etats garantissent aux financiers en volant l'argent et les richesses produites par les salariés; de créer un monopole public bancaire permettant de financer l'économie afin qu'elle permette de satisfaire les besoins matériels, écologiques, culturelles de la population; d'en finir avec le chômage en partageant le travail existant entre toutes et tous; de garantir un salaire et des pensions décentes.

Nous rassembler contre les politiques d'austérité pour une autre Europe. Une Europe de la solidarité et de la coopération des travailleurs et des peuples. C'est la seule façon d'enrayer la régression sociale et politique provoquée par la politique de la gauche libérale en continuité de celle de la droite, c'est la seule façon de barrer la route à l'extrême-droite qui partout en Europe progresse et menace.

C'est pourquoi nous nous tournons à nouveau vers vous. Le NPA sera présent, en fonction de ces forces, dans cette bataille des élections européennes. Mais nous sommes disponibles à discuter des possibilités d'avancer ensemble. Le temps nous est compté, nous le savons, mais la gravité de la situation pour les travailleurs et les classes populaires exige peut-être de nous que nous soyons en mesure de prendre ensemble des initiatives comme nous avons, réussi à le faire pour la manifestation du 12 avril.

Montreuil, le lundi 7 avril 2014